

Tout ce qui concerne la rédaction, doit être adressé au Rédacteur en chef, M. FERD. FRANÇOIS.



L'ORGANISATEUR LYONNAIS,

BULLETIN REPUBLICAIN.

LYON. — SAMEDI 18 MARS 1848.

QUESTION DE LA PROPRIÉTÉ.

Dans ses Commentaires, César disait des Gaulois nos pères, qu'au moment d'une attaque heureuse, ils paraissaient grands comme les Dieux, et qu'au jour de la défaite, ils étaient moins que des hommes. Ne semble-t-il pas que la France soit telle encore que l'ancienne Gaule ? Nous avons vu Azincourt après Bouvines, la déroute de Moscou après la campagne d'Austerlitz, et il faut toujours que nous passions de l'enthousiasme de l'héroïsme aux folles débandades de la panique.

Aujourd'hui, la panique règne sur la France. Chacun tremble devant de vains fantômes, et fait des dangers imaginaires.

Nous choisissons ce moment pour parler de la propriété, bien convaincus que ce que nous avons à dire sur ce sujet, est fait pour nous rassurer tous sur l'avenir, et pour calmer les inquiétudes et les impatiences du présent.

C'est une bien fausse idée que celle qui nous fait voir la propriété véritable dans l'*appropriation* du sol et des capitaux, confondant ainsi le signe, l'ombre d'une chose avec cette chose elle-même.

Ni la terre, ni les métaux précieux, ni toute autre matière première de l'industrie n'ont aucune valeur, tant qu'elles n'ont pas été fécondées par le travail de l'homme.

Un exemple nous fera mieux comprendre. Supposons un homme échappé d'un naufrage et se sauvant seul dans une île déserte; toute l'étendue, tout le sol qu'il peut parcourir est bien à lui, et aucun autre homme ne le lui dispute, est-il donc un propriétaire dans le sens que nous donnons à ce mot. Mon Dieu non, c'est la plus faible, la plus misérable, la plus désarmée des créatures parmi toutes celles qui l'entourent.

Faites plus; donnez à quelqu'un un continent, tout un monde, en maintenant cette condition d'isolement et d'abandon, vous verrez que l'homme mis en face de la nature, sans le concours de ses semblables, de ses frères, n'a rien de la force, de la puissance que nous supposons dans le propriétaire.

Nous avons touché à la source de la propriété, et l'on voit bien maintenant qu'un homme ne devient propriétaire qu'au moment où il peut se faire aider, suppléer dans ses travaux par d'autres hommes, et où il est constitué pour ainsi dire le capitaine d'une compagnie de travailleurs.

En France, et dans tous les autres pays de l'Europe, un véritable propriétaire est celui qui, en vertu de lois depuis longtemps établies, et d'une organisation sociale très compliquée est toujours certain de trouver dans son voisinage des fermiers, des manœuvres pour travailler ses champs.

Le bien et le mal de la propriété n'est donc pas, quoique en ait dit Rousseau, dans le droit de clore un champ par des murs, car, en supposant l'isolement, ce droit serait plutôt une charge qu'un privilège; le bien et le mal de la propriété est tout entier dans le pouvoir donné à quelques hommes, d'ordonner, de réglementer les heures de travail des autres hommes.

C'est ainsi que ces problèmes de propriété, de droit au travail, qui semblent s'agiter dans un monde d'idées à part, et, tout plein d'abymes et d'épouvante, peuvent être théoriquement ramenés sous les lois générales de la politique, et qu'elles deviennent une question de bon ordre et d'hierarchie.

Ce que nous avançons sur le propriétaire des champs ne peut-on pas le dire du capitaliste? évidemment la ques-

tion est la même. Ni l'or, ni les piergeries ne peuvent par elles-mêmes nous faire vivre ni nous rendre puissants; ce ne sont que des objets inertes jusqu'au jour où les lois, où la société leur donnent une valeur de convention. Et il n'y a de grand capitaliste que celui qui, à un moment donné, peut recruter, parmi les ouvriers et les commis en grève, tout un peuple de travailleurs réduit à se soumettre à ses ordres.

Ainsi, question de capital, question d'ordre, question d'hierarchie, de bonne organisation du travail, c'est une seule et même chose.

Si on se prononce maintenant contre notre opinion, et si l'on nous dit que, depuis l'origine du monde, la société vit dans les conditions des plus grandes inégalités, et que la loi du travail s'est accomplie toujours sous la pression des plus vives souffrances, voulant conclure par là qu'une incurable misère est le lot fatal de toutes les générations, nous répondrons que les destinées futures de l'homme ne sont pas tellement obscures, qu'on ne puisse voir de consolantes raisons d'espérer un avenir meilleur.

Le sort de nos manœuvres campagnards est bien différent de celui des nègres travaillant sous le fouet des commandeurs, cependant nos champs n'en sont que mieux cultivés.

On ne voit pas, non plus, chez nous, comme autrefois à Rome, les pères de famille courber la volonté de leurs enfants sous la menace d'un droit de vie et de mort; qui oserait dire cependant que les liens de la famille moderne ne sont pas aussi solidement serrés que ceux de la famille antique?

C'est là toute l'explication du problème; un lien d'affection et de fraternité qui se substitue, peu à peu, aux liens de fer des restrictions légales.

FERDINAND FRANÇOIS.

LA PEUR DES MOTS.

Il y a aujourd'hui beaucoup de braves gens, de bons pères de famille que les mots épouvantent. Habituer à vivre dans un cercle étroit de parents et d'amis, loin des affaires publiques et du mouvement intellectuel, occupés uniquement de petits intérêts, la Révolution les a surpris à l'improviste et frappés de stupéfaction. Un éclair les a éblouis.

Ils entendent prononcer des mots qu'ils ne comprennent point. La République, la Fraternité, l'Égalité, la Liberté, l'Organisation du travail, sont autant de fantômes qui se dressent devant eux, sanglants et terribles. Tout est perdu, se disent-ils bien bas; la société va crouler comme la monarchie; c'en est fait de la famille et de la propriété, le règne du bourreau va commencer.... il n'y a plus rien à attendre que la spoliation et la mort.

Pauvres âmes timorées, pauvres esprits malades, nous vous plaignons, car vous souffrez....

Puissent quelques lueurs de vérité briller dans les ténèbres qui vous environnent!

Si c'est un devoir pour nous de défendre sans relâche les droits des travailleurs, de poser hardiment la question sociale, c'est aussi un devoir de vous rassurer et de vous instruire, vous qu'une regrettable ignorance remplit de douloureuses tristesses, de sombres et vaines appréhensions.

Ecoutez-nous donc comme des amis, et ne nous repoussez pas, quand nous vous apportons des paroles de paix.

Le Christ a dit : « Vous êtes tous frères. »

Ouvrez l'Evangile, lisez-le aujourd'hui, vous trouverez là les grands principes proclamés par notre République.

Quant à l'organisation du travail, à l'association, à la solidarité, ce sont les moyens connus maintenant d'établir l'ordre, sans lequel il n'y a pas de liberté, pas de frater-

nité...; les moyens de réaliser sur la terre la volonté de Dieu.

Que la confiance revienne dans vos foyers, vous qui tremblez en 1848, au souvenir de 93!

Le monde a marché et la lumière s'est faite. Souriez à notre glorieuse Révolution, à notre impérissable République, et bénissez le Peuple de France, car le Peuple est juste, fort, magnanime.

(*La Démocratie*).

Chronique de Lyon.

Notre ville est sous le coup de la crise financière. Plusieurs maisons de banque ont suspendu leurs paiements, d'autres liquident. M. Delahante, après avoir donné sa démission de receveur-général, s'est vu forcé d'arrêter ses opérations. Toutes ces sâchoses nouvelles et la rareté du numéraire ont jeté beaucoup d'inquiétude dans notre cité. On a craint un instant des enlèvements d'argent, et l'octroi a reçu l'ordre de fouiller les voitures. La population a été rassurée par la mesure qu'a prise le commissaire délégué, M. Emmanuel Arago. Il vient de décider, par un arrêté, qu'à partir de ce jour et jusqu'à nouvel ordre, personne ne pourra refuser, à Lyon et dans le département du Rhône, de recevoir, à leur valeur nominale et comme argent, les billets de la Banque de Lyon.

Cette mesure demande un complément; puisque le délégué du gouvernement résume tous les pouvoirs dans sa personne, il serait à désirer qu'il se concertât avec les administrateurs de la Banque, pour que les billets de 250 fr. fussent divisés en coupures de 25 fr. qui auraient aussi un cours forcé.

On refuse souvent les billets faute de pouvoir rendre la différence en espèces; qui ne voit donc que cet inconvénient diminué d'autant plus que le taux du titre en papier sera moins élevé. En Russie, tout se paie en papier-monnaie, et ce système jusqu'ici n'a jamais eu de grands inconvénients.

Le délégué du gouvernement provisoire, M. Arago, fait avertir, par un avis administratif, les ouvriers étrangers à la ville de Lyon qu'on leur facilitera, s'il le désirent, le retour dans leur foyers. Chacun d'eux peut se présenter immédiatement à la Préfecture du Rhône, où il leur sera délivré des passeports avec une indemnité de route de 30 centimes par myriamètre.

Nouvelles Etrangères.

MEETING A LONDRES.

On lit dans le *Globe*:

« A midi et demi, aujourd'hui, 8 à 10,000 personnes se trouvant réunies à Kennington-Common, M. Reynolds, qui avait convoqué le meeting, s'est rendu, avec cinq ou six amis, de Hors-Tavern aux wagons qui devaient servir de plate-forme.

« M. Reynolds a commencé par se plaindre de la conduite discourtoise de sir G. Grey, ministre de l'intérieur, qui n'avait pas daigné répondre à une lettre qu'il lui avait adressée à l'occasion de ce meeting. Le peuple a le droit d'exprimer son opinion sur les affaires publiques. Le gouvernement, ayant embrassé la mauvaise cause, est forcé de recourir à la force pour empêcher ces manifestations. Nous sommes en droit d'exprimer hautement et publiquement notre sympathie pour le brave peuple français, et nous dirons franchement, hautement et publiquement notre pensée (Applaudissements). Le tyran Louis-Philippe a voulu mettre dans les fers le peuple français : ce serait pour la royauté d'Angleterre une honte de donner des encouragements à la royauté expulsée de France. Les principes du républicanisme font les plus grands progrès, et bientôt ils seront établis partout (Applaudissements). On ne cesse de nous répéter que nous sommes libres, mais c'est l'aristocratie qui a tout le pouvoir. Deux ou trois aristocrates sont les maîtres de presque tout Londres. Nous payons tous les ans 400,000 liv. sterl. pour l'entretien

d'une reine, tandis que le président d'Amérique fonctionne pour 5,000 liv. st. par an. Il en est de même de tout et partout. Buckingham-Palace devait suffire à loger la royauté. Ce qui n'a pas empêché qu'on ne donnât à la reine de quoi faire bâtir un nouveau palais. La nation est si riche, elle est si généreuse !

— La voyez-vous doter de 100,000 liv. st. la reine douairière, une étrangère qui voulait persuader Guillaume IV de ne pas donner le bill de réforme ! En vérité, messieurs, nous sommes trop généreux ! (On rit). Et le prince Albert qui touche 30,000 liv. st. par an, et, de plus 12,000 liv. st. à titre de feld-maréchal, un jeune feld-maréchal qui n'a jamais vu brûler une amorce ! Il faut enfin mettre un terme à toutes ces prodigalités insensées ; il faut réduire les dépenses de la royauté (Applaudissements).

M. Williams, ouvrier, félicite le peuple d'avoir un nouveau chef politique plein de talent en la personne de M. Reynolds qui a déjà présidé le meeting de Trafalgar-Square. S'il y a eu du pillage à Trafalgar-Square, c'est parce que la police a joué le rôle d'agent provocateur, poussant aux désordres. Le peuple français que nous voulons féliciter, n'est pas un peuple altéré de sang comme on l'a dit, la conduite du gouvernement provisoire est là pour le prouver. Il faut que le peuple anglais imite ce noble exemple, obtenons, si nous le pouvons, les droits qui nous appartiennent, et, si nous ne le pouvons pas, ayons recours à tous les moyens.

Nous ne sommes encore qu'un peuple de pauvres, mais avec des chefs comme M. O'Connor et M. Reynolds, il ne faut pas désespérer ; surtout ne souffrons pas que notre gouvernement fasse la guerre au glorieux peuple de France ; je vous dis cela, parce qu'on parle de guerre avec la France !

M. Sharp. — Le peuple français a chassé Louis-Philippe qui avait travaillé dix-sept ans à l'asservir. Louis-Philippe est le dernier des rois de France ; il faut espérer que l'Angleterre, comme la France, fera des économies sur la royauté (Applaudissements). Le gouvernement provisoire a plus fait pour la France en quatre jours, que Louis-Philippe pendant un règne de dix-sept ans. Les classes ouvrières produisaient ; l'aristocratie dissipait les produits. J'espère qu'ici comme en France nous parviendrons à obtenir la liberté, l'égalité, la fraternité. Une résolution tendant à obtenir les six points de la charte anglaise est adoptée au milieu des acclamations populaires. Tout se passait avec calme et sans désordre au moment où nous avons mis sous presse.

NOUVEAUX BOMBARDEMENTS DE MESSINE.

Le féroce souverain vient de recourir de nouveau au canon et à la mitraille pour imposer sa loi à la Sicile. A Naples, les officiers ont refusé de faire pointer le canon sur le peuple, et il a cédeé ; mais il a exploité la vieille antipathie des Napolitains et des Siciliens, et il a trouvé des agents pour bombarder Messine une seconde et une troisième fois.

Le premier bombardement a duré cinq jours. Il a commencé le 22, le jour où commençait le mouvement de Paris, et il n'a cessé que le 28. Le premier jour, les Messinains s'emparèrent du fort de Porta-Real Basso. La troupe napolitaine résista longtemps, mais les vainqueurs, non moins généreux que les Parisiens, embrassèrent les vaincus comme des frères. Du haut de ce fort, les Siciliens répondirent au bombardement qui se faisait de la citadelle. Les boulets et la mitraille pleuvaient sur la ville ; mais la population n'en était pas moins dans l'ivresse de la joie. Elle sentait sa force présente, et elle avait foi dans l'avenir. Les maisons se sont illuminées chaque soir.

On lit dans une lettre de Messine, en date du 29 :

Nous avons été bombardés depuis le 22 janvier jusqu'au 27. Hier il y a eu une trêve, et il paraît qu'elle continuera aujourd'hui. Nous n'avons pas été découragés par ce cruel bombardement ; au contraire, nous sommes préparés à voir anéantir notre magnifique ville de Messine, pourvu que notre cause triomphe. L'incendie, qui a été mis au Port-Français par une bombe, le 26 février continue encore, malgré les efforts des généreux citoyens. Il paraît que le nouvel Attila, qui représente le roi constitutionnel napolitain, a juré de détruire nos maisons et nos fortunes pour se venger des pertes que les vaillants Messinains font éprouver à ses troupes. Je ne vous parle pas des opérations qui se préparent pour l'attaque générale à la citadelle, dans la crainte que ma lettre ne tombe entre les mains de l'ennemi.

Le bombardement a recommencé le 3 à une heure, et il durait encore à cinq heures du soir. On a expédié au secours de la garnison de la citadelle de Messine les mêmes troupes que les Siciliens laissaient partir il y quelques mois, à la condition qu'elles ne reviendraient pas d'un an en Sicile. Voilà comment le roi-bourreau tient ses engagements !

La nouvelle de la proclamation de la république française a été accueillie à Naples avec un immense enthousiasme, et sur les places on ne s'abordait qu'en criant : Vive Paris ! vive la France libre ! Espérons que nous pourrons bientôt crier : Vivent les Napolitains libres !

— Pendant que l'on se battait à Messine, Palerme s'organisait paisiblement. On écrit de cette ville, 24 février, au *Contemporaneo* :

« Nous sommes ici parfaitement tranquilles. Tout le monde s'occupe des affaires de la patrie. Le refus que nous avons reçu du gouvernement napolitain ne nous a pas découragés, et tout s'organise pour fonctionner à l'intérieur ou repousser les ennemis du dehors.

« Le parlement se réunira le 25 mars. On ne sait si on l'appellera parlement national ou assemblée constituante. La pairie sera conservée et pour remplir les vacances on invitera les députés à élire des triades des hommes les plus éminents, et un pair sera choisi par chaque triade. Les bastilles qui menaçaient la ville ont été démolies. L'armée nationale va être sous les armes, et la garde nationale veille à la tranquillité publique... »

A la date des dernières nouvelles, il n'y avait pas encore eu d'explosion en Lombardie.

A Como, les soldats autrichiens, ne recevant pas de solde depuis deux jours, demandaient l'aumône dans les rues. La municipalité s'est vue forcée de leur livrer 15,000 livres d'Autriche, afin de sauver le pays du pillage.

A Milan, le comte Annoni, n'ayant pu faire accepter sa démission, s'est réfugié dans le Piémont. Ce qui est certain, c'est que la vice-reine a intimé au général Radetzki de ne plus parler mal des Italiens, étant elle-même Italienne.

Radetzki est parti pour Vérone. Tous les jours arrivent à Milan des chars chargés de Croates tués par les chasseurs italiens dans les fréquentes collisions qui ont lieu entre eux.

Le préfet de police, comte Bloza, n'a échappé à la mort que par miracle. Les étudiants, enthousiasmés par les événements de Paris, voulaient en finir avec lui.

— Une correspondance du *Times* contient les renseignements suivants sur la situation des esprits dans le royaume lombardo-vénitien :

« La population, depuis le plus pauvre jusqu'au plus riche, depuis le plus humble ouvrier jusqu'au plus noble seigneur, excepté seulement les employés du gouvernement, est unanime dans sa haine contre l'Autriche. Cette haine perçue, se montre, en toute occasion, à tout propos.

« Aucune dame ne va au théâtre de la *Scala*, parce que c'est un théâtre royal ; et ce n'est pas un petit sacrifice, lorsque Taddolini y est *prima donna* ! Dans un bal aucun des danseuses n'acceptera la main d'un officier autrichien et ne voudra danser avec lui. On ne trouverait pas dans tout Milan une femme du peuple qui voulût, malgré le goût proverbial de ces femmes pour la loterie, y risquer la plus petite somme, la loterie étant une des branches du revenu public.

« Je vous ai parlé des femmes parce qu'en général elles savent mieux faire que les hommes ; mais l'exaspération de ces derniers n'est pas moindre. Il n'y a pas un homme jouissant de la plus petite considération qui voulût recevoir un Autrichien chez lui ; encore moins marcher dans la rue à côté d'un officier autrichien. Personne, peuple ou noblesse, ne fume des cigares, parce que le bénéfice de la vente du tabac appartient à l'état ; le dernier commissaire du coin de la rue ne voudrait pas répondre à la question que lui adresse un fonctionnaire quelconque, ne fût-ce que lui dire l'heure qu'il est.

« Si le gouvernement autrichien n'avait qu'une seule tête, il n'est pas un Milanais qui n'offrirait son couteau pour la couper ; si la nation autrichienne avait un seul cœur, un million de poignards le percerait à l'instant. »

— On écrit de Pesaro (Etats-Romains), en date du 4 mars :

Le parti rétrograde fait tous ses efforts pour provoquer une guerre civile. Le stylet joue son rôle, et notre sol a été depuis peu taché souvent du sang des libéraux. Le clergé des campagnes avoisinantes et celui des montagnes se montrent implacables et dévoués corps et âme à l'Autriche. Les emissaires de Metternich travaillent de concert avec les exaltés de tous les partis.

Aujourd'hui, nous avons appris la grande nouvelle de la Révolution de Paris, la déchéance et la fuite de la famille d'Orléans, et la proclamation de la République française. Nous avons allumé les grands feux de l'âme et du cœur, nous avons loué le courage, la magnanimité, le patriotisme de ces braves Parisiens qui rendent fécondes toutes les idées généreuses, et les défendent jusqu'au martyre. Honneur aux apôtres de la liberté et de la fraternité ! Nos vœux sont exaucés ! L'Autriche agonise, l'Italie renaît à la vie des nations.

— L'agitation de la Bavière n'est pas calmée. On lit

dans la *Gazette d'Augsbourg* du 8 mars : « Nous avons aussi une émeute ici. Ce soir, des groupes se sont formés devant la maison de M. Tischer, étaumeur et membre du conseil municipal, qui, depuis très longtemps est impopulaire. Un charivari a commencé, ensuite on a lancé des pierres contre la maison et le magasin. Alors on a battu la générale, et la garnison a pris les armes ; de nombreuses patrouilles ont parcouru les rues. Des bourgeois armés ou non armés se sont rendus sur tous les points qui pouvaient être menacés. Les efforts réunis des militaires et des bourgeois ont rétabli l'ordre. »

La plupart des villes de l'Allemagne continuent à réclamer des réformes. Les villes de Halle, Duisbourg, Grevel, Newiedadre et Kreuznach, en Prusse, et les villes d'Augsbourg et d'Aschaffenbourg, en voté des adresses dans ce sens à leurs souverains respectifs.

— Le 8 mars, le duc de Saxe-Cobourg-Gotha a fait afficher une proclamation dans laquelle il donne l'assurance qu'il va accorder une constitution à ses sujets, et que la censure est abolie. Cela n'a pas empêché les habitants de Gotha d'aller présenter au duc une pétition dans laquelle sont formulées les réformes réclamées. La députation a été bien accueillie.

— Le sénat de Hambourg vient d'abolir la censure.

— Le gouvernement prussien a pris des mesures pour qu'on ne se réunisse plus à l'effet de signer des pétitions réformistes.

— Le gouvernement espagnol redoutait une émeute le 5 ; à Madrid, toutes les troupes étaient consignées dans les casernes. On avait pris les mêmes précautions à Saragosse. L'agitation est très grande dans les deux villes, mais aucune manifestation n'a eu lieu.



VARIÉTÉS.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Cette belle devise est inscrite partout, en gros caractères ; c'est très bien.... pour les murailles, mais ce n'est pas assez ailleurs.

Il faut qu'avec les mots nous ayons encore véritablement et pleinement les choses.

Les gouvernements dont nous avons joui (triste jouissance) jusqu'à ce jour, ont toujours été prodiges de mots, et, il faut le dire aussi, notre nation a eu trop souvent le tort de s'y tenir. Par exemple, l'ordre de choses qui vient de dégringoler nous en a-t-il assez donné de mots et des plus beaux ! — Trône fondé sur l'assentiment unanime, — reconquête du rang qui nous appartient en Europe, — charte-vérité, — système à bon marché, et mille autres balivernes non moins fallacieuses. C'était constamment la même rubrique : de vilaines choses déguisées sous de superbes sobriquets, un carnaval de dictionnaire sans merci li des cendres.

Et pourtant, Dieu sait pendant combien de temps les badoads du juste-milieu se sont laissés prendre à ces masques linguistiques !

Nous aimons à croire qu'elles ne reviendront plus, et que les programmes façon juillet sont morts sans aucun espoir de postérité.

Donc, nous attendons avec confiance la réalisation complète et littérale de la devise trinitaire proclamée par la nouvelle République.

LIBERTÉ, non pour tels et tels, mais pour tous, liberté de la presse, des paroles, des opinions, des candidatures, des élections ; que chacun s'apprête à crier *harc*, si l'on voyait percer n'importe où le moindre bout d'oreille dominatrice.

ÉGALITÉ réelle, effective entre tous les droits, tous les intérêts ; plus de classe privilégiée, d'aristocratie sous quelque prétexte, sous quelque nom qu'elle se déguise ; plus de partis absorbants et mauvais couchers qui prétendent tirer à eux la meilleure part de la couverture, car alors la France se trouverait toujours dans de vilaines draps.

FRATERNITÉ dans le sens de la nation, formant une véritable famille. Qu'on s'embrasse, mais non pour s'égratigner, ou, pis encore, pour se mordre et s'enlever des morceaux respectifs.

Encore une fois, ayons les choses avec les mots. Et certes, en émettant ce vœu patriotique, le *Charivari* fait preuve d'un grand désintéressement, car, s'il était complètement exaucé, nous ne savons pas trop comment nous pourrions vivre, condamnés que nous serions à la louange à perpétuité. Nous finirions probablement par mourir comme Vert-vert d'une indigestion de dragées.

Mais nous accepterions volontiers cette chance de trépas, pourvu que la France heureuse dansât sur notre tombe.

Directeur-gérant : FERDINAND FRANÇOIS,
Ancien rédacteur de la *Revue indépendante*.

IMPRIMERIE DE LÉON BOITEL, QUAI SAINT-ANTOINE, 36.